

*Julie Malaterre – Doctorante en droit, Université Toulouse I Capitole,
Institut Maurice Hauriou*

Les droits de la personne âgée hospitalisée : réflexions sur la liberté d'aller et venir



Les droits fondamentaux de la personne âgée

• La notion de « **Personne Agée** »

• **Les droits et libertés** de la personne âgée :

.- le recueil du consentement aux soins et l'aide à la décision médicale : article L1111-4 du CSP.

.- les divers mécanismes de protection juridique : article 425 et suivants du Code Civil (*Tutelle, Curatelle, Sauvegarde de justice*).

.- les directives anticipées : article L1111-11 et L1111-12 du CSP.

.- le respect de la dignité humaine : article 16 du Code civil, article L1110-2 du CSP et article 3 de la CEDH.

.- le respect de la vie privée et de ses composantes : article 9 du Code Civil, article 8 de la CEDH, article 1110-4 du CSP et article L311-3 du CASF.

.- le respect de la liberté d'aller et venir : art 66 de la Constitution du 4 octobre 1958, article 5 de la CEDH, article L311-3 du CASF.

•

Les droits de la personne âgée hospitalisée : réflexions sur la liberté d'aller et venir

Problématiques relatives à la liberté d'aller et venir de la personne âgée :

- Doit-on protéger au risque d'entraver ? Comment concilier liberté et sécurité ?
- Doit-on laisser libre d'errer celui qui déambule ou restreindre sa libre circulation, voire le maintenir en contention ?

PLAN

- I- La liberté d'aller et venir de la personne âgée hospitalisée en établissement sanitaire
 - II- La liberté d'aller et venir de la personne âgée non hospitalisée et accueillie en établissement médico-social
-
-

I- La liberté d'aller et venir de la personne âgée hospitalisée en établissement sanitaire

Quelle liberté d'aller et venir de la personne âgée hospitalisée dans un service de Gériatrie ?

- Principe : les soins sont librement consentis en soins somatiques y compris dans les services de Gériatrie. Les soins sans consentement ne sont pas reconnus en soins somatiques.
- En pratique: De la perte de mémoire occasionnelle à la dégradation des facultés cognitives, il est souvent complexe de recueillir un consentement libre et éclairé de la personne âgée lors d'une hospitalisation.

Des conséquences sur le respect de la liberté d'aller et venir et la sécurité : « *l'ensemble du secteur sanitaire est invité à assurer la meilleure sécurité possible à la personne malade* » (art. L.1110-1 du CSP).

En principe, un patient en soins libres peut circuler librement dans l'enceinte de l'hôpital. Toutefois, des limitations sont envisagées pour des raisons de sécurité et de protection du patient, des raisons médicales et des motifs d'organisation du service (*conférence de consensus sur la liberté d'aller et venir en 2004*).

Dans les services de Gériatrie : Comment assurer la sécurité du patient sujet âgé tout en garantissant une liberté de circulation?

En pratique, de nombreux services restreignent cette liberté d'aller et venir: Pourquoi ? Par quels moyens ?

Exemples : fermeture des portes du service à des fins de protection par un digicode, mise en place du bracelet électronique permettant une géolocalisation du patient...

Mais, dans le cadre légal pour limiter leur liberté d'aller et venir

I- La liberté d'aller et venir de la personne âgée hospitalisée en établissement sanitaire

En comparaison, Quelle liberté d'aller et venir de la personne âgée hospitalisée dans un service de Psychiatrie ?

- Principe : Admission en soins libres
- Dérogation : Admission en soins sans consentement
- Admission sur décision du Directeur d'Etablissement
- Admission sur décision du Représentant de l'Etat
- Admission sur décision Judiciaire
- La liberté d'aller et venir peut être restreinte pour les patients admis en soins sans consentement : article L3211-3 du CSP.

Par conséquent, un patient sujet âgé admis en SSC pourra voir sa liberté d'aller et venir restreinte.

- Loi du 26 Janvier 2016 pose un cadre juridique relatif aux mesures d'isolement et de contention en psychiatrie.

II- La liberté d'aller et venir pour la personne âgée accueillie en établissement médico-social

Quelle liberté d'aller et venir de la personne âgée accueillie dans un établissement médico-social ?

Article 311-3 du CASF : *«L'exercice des droits et libertés individuels est garanti à toute personne prise en charge par des établissements et services sociaux et médico-sociaux. Dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lui sont assurés : 1 ° Le respect de sa dignité, de son intégrité, de sa vie privée, de son intimité, de sa sécurité et de son droit à aller et venir librement. »*

Comment concilier le respect de la liberté d'aller et venir tout en assurant la sécurité d'un résident ?

- Nouveau dispositif issu de la loi relative à l'Adaptation de la Société au Vieillissement du 28 décembre 2015 : **une ANNEXE AU CONTRAT DE SÉJOUR**

Définition: Cette annexe définit les mesures particulières à prendre pour assurer l'intégrité physique et la sécurité du résident notamment **des mesures restrictives de liberté d'aller et venir**. Elle est facultative.

II - La liberté d'aller et venir pour la personne âgée accueillie en établissement médico-social

Trois possibilités issues de la loi du 28 décembre 2015 pour la signature de l'annexe :

- **Le résident doit donner son consentement** lors de la signature de l'annexe. Il doit donc consentir à la restriction de sa liberté d'aller et venir .
- **Si le résident est dans l'impossibilité manifeste de signer l'annexe** : des mesures restrictives de sa liberté de circulation seront prises provisoirement avec une obligation d'informer le représentant légal et/ou la personne de confiance désignée .
- **Le résident est dans l'impossibilité de signer et nécessite une mesure de protection** : possibilité de mettre en place des mesures restrictives de la liberté d'aller et venir ayant un effet immédiat.

La signature interviendra postérieurement à la mise en oeuvre d' une mesure de protection juridique (*décret n°2016-1743 du 15 décembre 2016*).

II- La liberté d'aller et venir pour la personne âgée accueillie en établissement médico-social

Constat

Ce dispositif juridique ne paraît pas adapté au regard de la population accueillie :

- Incapacité de consentir et de signer l'annexe notamment si la personne âgée souffre de troubles cognitifs .
- Peut-on consentir à une restriction de sa liberté de circulation ?

Concernant la responsabilité des établissements médico-sociaux

Une obligation de sécurité leur incombent ; elle ne peut être qu'une obligation de moyens.

Exemple : un EHPAD est tenu de tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité des résidents ; sa responsabilité ne peut être mise en jeu qu'en cas de faute dans la surveillance du résident.

Bilan relatif au respect de la liberté d'aller et venir de la personne âgée

Conclusion

Une protection insuffisante de la liberté d'aller et venir, un équilibre difficile à trouver entre respect de la liberté d'aller et venir et sécurité de ces usagers en situation de vulnérabilité tant dans le secteur sanitaire que dans le secteur médico-social.

Pistes de réflexion

- Actuellement en France aucun dispositif juridique ne permet un placement non volontaire d'une personne en EHPAD, USLD ou dans un service de gériatrie hormis en psychiatrie.
 - Pas de contrôle du juge judiciaire malgré des restrictions aux libertés individuelles de ces personnes âgées en situation de vulnérabilité.
 - Nécessité de renforcer les garanties légales pour protéger cette personne âgée..
-
-